

4

L'ÉPURATION DU FUTUR

Nos « eaux grises » n'ont jamais été aussi claires : pourquoi s'en priver ?

Jusqu'en 2000, l'entière décharge des égouts était déversée telle quelle dans la Senne. Aujourd'hui, l'eau rejetée par la station d'épuration de Bruxelles-Sud atteint une qualité dite « de baignade ». Au point de bientôt réinjecter cette eau dans le circuit ?

THIBAUT DEBRUS

Tous les jours, la station d'épuration de Bruxelles-Sud (qui traite un quart des eaux usées de la Région) déverse dans la Senne trente piscines olympiques d'eau traitée... Au vu de la qualité d'épuration que permettent les nouvelles techniques de traitement, on en viendrait presque à se dire : quel gâchis !

En interne, cette chasse au gaspillage a déjà commencé. Depuis sa rénovation récente, la station Sud a drastiquement limité sa consommation d'eau potable et tend désormais à l'autosuffisance. Quarante à cinquante mètres cubes d'eau épurée sont utilisés toutes les heures pour le fonctionnement de la station, permettant des économies de plusieurs dizaines de milliers d'euros par mois. La première étape vers une meilleure exploitation de ce nouvel or gris.

Transformer les rejets en ressource

Dans certaines régions du monde, arides le plus souvent, les exemples de réutilisation d'eaux épurées sont monnaie courante. Surtout dans l'irrigation des cultures. En Israël, leader mondial avec 80 % d'eaux « grises » recyclées, cela concerne une terre agricole sur deux. Dans les zones urbaines, le « reUse » s'adresse plutôt aux industriels et pouvoirs publics. Comme à Paris, par exemple, où l'arrosage des parcs et le nettoyage des voiries sont entièrement assurés par de l'eau non potable recyclée.

À la station d'épuration de Bruxelles-Sud, la réutilisation de l'eau en interne, en place depuis un peu plus d'un an, pourrait être la première pierre d'un procédé aux ambitions similaires. « Le reUse fait aussi figure de projet pilote », explique Damien De Keyser, directeur général d'Hydria (ex-Société bruxelloise de gestion de l'eau). « Car, avant d'aller démarcher des communes ou des industriels, il faut être en mesure de démontrer que notre eau est de qualité suffisante pour d'autres usages. »

Pour David Pireaux, directeur de l'exploitation, après plus d'un an d'essais et d'analyses, la station dispose d'assez de données pour attester de cette qualité : « Si l'on se réfère au nouveau règlement européen, la qualité de notre eau correspond à la plus haute des quatre catégories élaborées. Concrètement, cela signifie qu'on pourrait arroser des cultures de fruits ou de légumes à manger cru. »

Deux questions subsistent alors. Quel cadre juridique pour le reUse ? Et surtout, comment et pour qui le mettre en œuvre ?

Un cadre juridique à inventer

À l'échelle européenne, le premier et seul cadre juridique concernant la réutilisation des eaux épurées n'a été émis que très récemment, en 2020. Ce règlement établit des exigences minimales de qualité à remplir. Un texte annoncé depuis 2015 (dans le « plan d'action en faveur de l'économie circulaire » de la Commission européenne), mais pourtant sans réel intérêt pour Bruxelles... « Le problème avec le règlement européen, c'est qu'il ne concerne quasiment que l'agriculture. Au niveau bruxellois, le cadre ju-

ridique n'existe pas encore », regrette David Pireaux.

Dans son précédent plan de gestion de l'eau (2016-2021), Bruxelles-Environnement ne consacrait que quelques lignes au « reUse » et promettait de lancer des études pour en évaluer la faisabilité juridique et économique. « Ces études sont en cours », assure Damien De Keyser « L'objectif du prochain plan de gestion (NDLR : qui devrait paraître courant 2022) est justement de créer ce cadre juridique et ainsi d'aller plus loin que le plan précédent. »

Un réseau de distribution à créer

À moyen terme, le principal obstacle concernerait surtout la distribution et l'acheminement des eaux traitées. « Nous n'avons pas un double réseau comme à Paris », regrette Damien De Keyser. « Nous avons un réseau unitaire pour les eaux usées et un réseau unitaire pour la distribution d'eau potable. » Pour rendre possible une réutilisation par des acteurs extérieurs, les stations devront donc se limiter à une distribution locale. « La mise en place d'un réseau d'eaux à travers tout Bruxelles n'est tout simplement pas envisageable. Nous n'avons ni les moyens ni la capacité de production suffisante pour le justifier. »

À la commune de Forest, dans laquelle est implantée la station Sud, on se dit intéressé par le « reUse ». « Nous avons pour objectif de réduire notre consommation d'eau potable en la substituant par de l'eau de pluie », rapporte Alain Mugabo, échevin de la Ville verte. « Mais notre stratégie, qui consiste en l'installation de citernes dans les bâtiments publics, ne nous permet pas un approvisionnement stable tout au long de l'année. D'où la réflexion, émise il y a quelques mois, de se tourner vers les stations d'épuration. Notamment lors de périodes de canicule. »

Du côté d'Hydria, on estime qu'un tel projet pourrait être mis sur pied dès l'été prochain. Par exemple en permettant aux balayeuses de la commune de venir s'alimenter en eau directement à la station. « Sans réseau séparatif, cette solution ne sera pas rentable », tempore Alain Mugabo. « L'idéal serait une solution structurelle. Sinon, ça ne restera qu'une alternative en cas d'extrême urgence. »

Pour les entreprises aussi

À l'instar des communes, des entreprises à proximité de la station semblent également être de plus en plus sensibles à leur consommation d'eau. C'est le cas de l'usine Audi, voisine d'une centaine de mètres, où la réutilisation d'eaux usées, via un traitement interne ou via une collaboration avec la station d'épuration, est à l'étude.

Pour cause, selon David Pireaux, le « reUse » aurait un réel potentiel économique : « Si nous offrons à ces entreprises un accès à une eau d'une qualité suffisante et à un prix compétitif, cela peut devenir un argument pour attirer des entreprises. À terme, on pourrait ainsi très bien imaginer un réseau qui achemine nos eaux traitées vers les entreprises des environs. »

5

LES INONDATIONS

Des jardins d



« Le 15 juillet 2021, les jardins de pluie ont fait leur travail », insiste Alain Mugabo, échevin à Forest.

© ANATOLE BERNAUDEAU

La station Nord, un atout supplémentaire ?

Pour l'instant, l'autre station de la capitale, celle de Bruxelles-Nord, ne permet pas (encore) une réutilisation de ses eaux traitées. Le contrat de gestion avec l'opérateur privé qui l'exploite (Aquiris) prend fin en 2027. La station sera ensuite elle aussi gérée par Hydria. « Si, d'ici 2027, nous sommes parvenus à prouver que le « reUse » a fonctionné et que ça a pu intéresser des communes ou des industriels, nous serons en mesure d'importer notre expérience dans l'autre station », pointe Damien De Keyser. « Le nouveau plan de gestion de l'eau prévoit d'ailleurs une étude qui déterminera si une rénovation de la station Nord est nécessaire pour aller plus loin dans le processus d'épuration. »

La station Nord, qui traite un volume d'eau trois fois plus important que la station Sud et qui se situe aussi dans une zone industrielle importante, présente de sérieux arguments. Toutefois, l'impact global reste à mettre en perspective. Si, demain, les 350.000 m³ d'eau rejetés quotidiennement dans la Senne par les stations d'épuration étaient réinjectés dans les canalisations, cela ne contribuerait qu'à hauteur de 1 à 2 % à la consommation journalière de la Région bruxelloise. « Notre objectif n'est pas de réduire drastiquement la consommation d'eau », fait remarquer Damien De Keyser. « Mais on sait que pour éviter des situations de stress hydrique, il faut une série de petites initiatives comme celles-ci. Cela montre que chacun peut et doit contribuer à son échelle. » TH.D.

À Bruxelles, où le béton a monopolisé l'espace, l'eau de pluie ne s'infiltré pas dans les sols. C'est la politique du tout-à-l'égout. Pour lutter contre les inondations, certains prônent un retour aux sources. Enfin, plutôt à la terre, grâce aux jardins de pluie et autres toits végétalisés.

6

BAGNADE URBAINE

Tous les Brux

Après plusieurs confinements successifs, la question de l'accès à l'espace public pour tous s'est installée dans les mentalités. Souvent, la même conclusion revient : Bruxelles manque de lieux de loisirs et de détente en plein air. Et si la solution était la baignade urbaine ? Trois projets sont sur les rails.

XANDER VLASSEN BROECK

Des enfants jouent dans l'eau fraîche sous un ciel nuageux. Les parents refont le monde à quelques pas des péniche qui passent. Les jeunes du quartier qui travaillent sur le site installent une toile pour la projection du soir. Voilà l'ambiance conviviale et agitée de Flow, la piscine installée l'été dernier au bord du canal à Anderlecht, entre Veeweyde et la Petite-Ile. Plus petite que la plupart des piscines communales, elle n'a pourtant pas manqué de visiteurs. Du quartier mi-résidentiel mi-industriel où elle était installée, ou depuis l'autre côté de la ville, petits et grands ont plongé dans ce projet pilote porté par Pool is Cool. L'association milite depuis sept ans pour le retour de la baignade en plein air à Bruxelles. Et après des années de tergiversation sur le sujet, il semblerait que les autorités se décident enfin à se mouiller.